
COLLECTIVITÉS : EMPRUNTEZ DURABLE !



Juin 2023





Illustration © guenole.fr

SOMMAIRE

EMPRUNT LOCAL, INÉGALITÉS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUEL RAPPORT ?	4
EMPRUNTER DURABLE ? C'EST POSSIBLE !	6
ÊTRE ACCOMPAGNÉ, LES DIFFÉRENTES ÉTAPES	10
ET APRÈS ? ALLER PLUS LOIN	11
ANNEXES	12



Auteurs :

Paul Schreiber, chargé de campagne régulation des acteurs financiers pour Reclaim Finance

Maud Maury, chargée de plaidoyer épargne et collectivités pour Reclaim Finance

Quentin Parrinello, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités pour Oxfam France

Alexandre Poidatz, chargé de plaidoyer finance et climat pour Oxfam France

Julie Sansoucy, chargée de campagne engagement société civile pour Reclaim Finance

Design graphique / mise en page :
Guénohé Le Gal

Crédit photo (couverture) :
Francesco Ungaro / Pexels

Date de publication : mai 2022

 reclaimfinance.org

 oxfamfrance.org

Les informations contenues dans ce document correspondent à une analyse à jour à la date de bouclage, au 12 juin 2023.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

1

EMPRUNT LOCAL, INÉGALITÉS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUEL RAPPORT ?

Les collectivités territoriales sont souvent en première ligne face aux conséquences du changement climatique. Elles doivent également lutter contre les inégalités et la précarité à leur niveau. Pour elles, œuvrer à un développement local durable c'est à la fois construire un futur désirable dans lequel la qualité de vie des habitants est améliorée et participer à l'effort global de réduction des gaz à effet de serre.

Pour les collectivités, financer cet effort requiert d'avoir recours à l'emprunt. Or les banques auprès desquelles ces emprunts sont effectués ont des pratiques sociales et environnementales variables et souvent néfastes, aux antipodes des projets et valeurs portés par la collectivité emprunteuse.

Ainsi, quand l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) rappelle qu'aucun nouveau projet de production de pétrole, gaz ou charbon ne doit être soutenu pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C¹, la plupart des banques françaises continuent à financer ce développement.

De même, la plupart des banques françaises continuent d'utiliser de nombreuses filiales dans les paradis fiscaux alors que l'évasion fiscale coûte au moins 80 milliards d'euros aux finances publiques chaque année².

Ces entreprises contribuent parfois à exacerber les inégalités, avec des écarts de salaires qui continuent de se creuser, y compris entre les hommes et les femmes.

¹ <https://reclaimfinance.org/site/2021/05/18/laie-dit-non-aux-investissements-dans-les-energies-fossiles-mais-mise-toujours-sur-de-fausse-solutions>

² <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/evasion-fiscale-definition-consequences-solutions>

L'emprunt bancaire des collectivités a financé **33%** de leurs investissements en 2022¹



MAIS



Depuis l'Accord de Paris, les banques françaises ont alloué plus de **406 milliards de dollars** aux énergies fossiles²



Les banques ont recours aux paradis fiscaux pour éviter l'impôt³



En France, les femmes sont payées en moyenne **28,5% de moins** que les hommes⁴



COMMENT ÉVITER CET ÉCUEIL ?

Les collectivités mettent déjà en concurrence les banques sur des critères financiers, elles peuvent le faire sur des critères environnementaux et sociaux !

¹ <https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-finances-locales/secteur-public-local/note-conjoncture-finances-locales-tendances-2022.html>

² <https://www.bankingonclimatechaos.org/#data-panel>

³ <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/bp-opening-vaults-eu-banks-tax-havens-270317-fr.pdf>

⁴ <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/inegalites-hommes-femmes-travail>

2

EMPRUNTER DURABLE ? C'EST POSSIBLE !

Avant d'emprunter, les collectivités territoriales mettent les banques en concurrence. Ce processus est généralement basé sur des critères financiers, les prêteurs étant les banques qui proposent les taux les plus bas.

Cependant, les collectivités sont libres d'ajouter des critères environnementaux et sociaux – ou « critères extra-financiers » – pour sélectionner les banques.

Comment ? En adressant un questionnaire extra-financier aux banques dans le cadre de leur appel d'offre, comme l'ont déjà fait une vingtaine de collectivités comme Lyon, Grenoble, Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Poitiers, Annecy, Bordeaux ou Bourg-en-Bresse.



© Guillaume de Germain / Unsplash



UN QUESTIONNAIRE PRÊT À L'EMPLOI

Fruit d'un travail collaboratif entre la ville de Bordeaux et les associations spécialisées Oxfam France et Reclaim Finance, un questionnaire prêt à l'emploi a été réalisé en Janvier 2023. Il fait suite à une année de travail et de mise à l'épreuve de différentes grilles avant d'aboutir à celle-ci.

Le questionnaire est à envoyer annuellement à l'occasion de la mise en concurrence des prêteurs par les collectivités désireuses de prendre en compte la performance extra-financière des banques en complément des critères financiers habituels. Les collectivités peuvent alors choisir des prêteurs aux pratiques environnementales parmi les plus avancées du système financier français (comme le Crédit Coopératif, la NEF ou l'Agence France Local).

Le questionnaire prêt à l'emploi est modifiable selon les priorités de chacun et est disponible en annexe de ce document.



UNE DEMANDE LÉGITIME INTÉGRANT LES PRATIQUES DES BANQUES ET LES ATTENTES DES FRANÇAIS

Aujourd'hui, les banques possèdent l'obligation légale de publier de nombreuses informations extra-financières.

En parallèle, elles mettent elles-mêmes en avant leurs engagements environnementaux et sociaux, que ce soit par la commercialisation de produits « verts » ou l'adoption d'objectifs de « neutralité carbone » ou leurs engagements de responsabilité fiscale.

Le financement des nombreux projets durables portés par les collectivités contribue à cette communication et à l'accroissement de la part des activités vertes dans les activités bancaires. Ainsi, la réglementation actuelle, la communication des banques et l'intérêt qu'elles peuvent tirer du financement des collectivités justifient pleinement les demandes des collectivités en matière environnementale et sociale.

Ces mêmes demandes font échos aux attentes d'une large majorité de Français qui rejette le financement des énergies fossiles et plébiscite celui de la transition ¹, demandent plus d'égalité ² et de lutter contre les paradis fiscaux ³.



UN MARQUEUR D'EXEMPLARITÉ

En adoptant des critères environnementaux et sociaux, les collectivités envoient un message fort au secteur financier français et s'inscrivent dans le mouvement international émergent pour une transition juste.

Ces critères complètent avantageusement les « budgets verts ⁴ » mis en place par un nombre croissant de collectivités en permettant leur financement par des banques plus durables.

La démarche est aussi valorisable par une déclaration accompagnant les nouveaux critères, par exemple avec une opposition de principe au développement des énergies fossiles.

¹ <https://www.helios.do/articles/opinionway-francais-banque-argent-environnement.php>

² <https://www.lejdd.fr/Societe/exclusif-pour-70-des-francais-legalite-femme-homme-est-un-sujet-important-pour-la-presidentielle-4097642>

³ https://www.francetvinfo.fr/economie/impots/paradis-fiscaux/paradise-papers-la-fraude-fiscale-n-est-pas-assez-sanctionnee-selon-trois-quart-des-francais-revele-un-sondage_2462886.html

⁴ https://medias.amf.asso.fr/upload/files/Budgets_verts.pdf

UNE DÉMARCHE LÉGALEMENT ET FINANCIÈREMENT ROBUSTE

L'ajout de critères extra-financiers respecte totalement la législation en vigueur et est parfaitement conciliable avec l'obtention de conditions de financements avantageuses.

Il s'agit avant tout de choisir les partenaires financiers les plus durables – une décision de la collectivité sur ses prêts qui ne relève pas des modalités du code de la commande publique – tout en préservant la capacité de financement.

Ainsi, les critères extra-financiers peuvent à minima être utilisés pour départager des banques proposant des taux identiques ou proches. Bien entendu, ils peuvent aussi être utilisés à part égale avec les critères financiers, marquant une volonté politique forte.



LES ÉLUS EN PARLENT LE MIEUX

Anthony Poulin,

Adjoint à la mairie de Besançon en charge des finances, de la commande publique, du développement durable et de la coordination des actions de résilience



« En juin 2021, main dans la main avec les ONG, la Ville de Besançon est la première ville française à avoir fait de la responsabilité climatique et sociale un critère de choix de ses partenaires bancaires. Désormais, nous nous assurons de la provenance des fonds bancaires permettant le financement de notre grand plan d'investissements en faveur de la transformation écologique de notre ville (rénovation des écoles, végétalisation de la ville...).

Ainsi, nous pouvons garantir à nos habitants que ces financements ne contribuent pas à l'autre bout du monde à l'extraction de sables bitumineux, à l'ouverture d'une plate-forme offshore de pétrole ou encore à l'évasion fiscale. Une exigence de cohérence qui participe à redonner confiance en l'action publique locale. Espérons que de nombreuses autres villes, départements et régions rejoignent cette dynamique ! ».

Thierry Dosch,

Maire adjoint aux finances de la Ville de Bourg-en-Bresse



« Nous avons eu la volonté politique avant que les banques ne choisissent les collectivités vertueuses d'un point de vue de la transition écologique d'inverser la question : valoriser les banques en phase avec l'Accord de Paris.

Cela se traduit par la pondération à 50/50 des critères écologiques et financiers ».

Claudine Bichet,

Adjointe au maire chargée des finances, de la transition énergétique et de l'égalité femmes/hommes



« Dans un contexte d'urgence climatique, de crises sociales et démocratiques, la ville de Bordeaux prévoit un plan d'investissement public très ambitieux dont la transition énergétique et écologique, les politiques d'égalité et de justice sociale sont les moteurs. Ces investissements supposent des emprunts importants. La ville de Bordeaux se doit d'être exemplaire et en cohérence avec les valeurs qu'elle porte dans l'ensemble de ses politiques publiques, comprenant le domaine du financement.

Ce questionnaire vise à mieux connaître les activités de nos partenaires financiers, en matière de responsabilité sociale et environnementale, leurs orientations, ainsi que les objectifs qu'ils se sont fixés.

En interrogeant précisément les acteurs bancaires, nous montrons notre détermination à promouvoir une finance responsable et nous demandons à nos partenaires de rejoindre les principes que la ville de Bordeaux s'est imposée. ».

ÊTRE ACCOMPAGNÉ, LES DIFFÉRENTES ÉTAPES



La première étape est de vérifier la cohérence du formulaire type avec les objectifs poursuivis par la collectivité, en concertation avec les élus municipaux, les services financiers, les ONGs et les banques. Chaque collectivité est libre d'adapter des éléments du questionnaire selon ses priorités environnementales et sociales. Il est cependant conseillé de s'inspirer du questionnaire prêt à l'emploi proposé en annexe qui permet d'obtenir des réponses facilement comparables et vérifiables de la part des banques.

L'envoi du questionnaire aux banques doit permettre à la collectivité d'expliquer sa démarche et de clarifier ses attentes en matière de durabilité. Le dialogue ouvert avec les banques lors de l'envoi du questionnaire et de la réception de leurs réponses permet de favoriser une amélioration des pratiques bancaires en matière environnementale et sociale.

Après réception des questionnaires, les collectivités peuvent s'appuyer sur les outils mis à disposition par Reclaim Finance et Oxfam France. Les associations se tiennent aussi à la disposition des collectivités pour apporter un soutien dans l'analyse ponctuelle de réponses.

ET APRÈS ? ALLER PLUS LOIN



Les collectivités qui s'engagent dans cette démarche vertueuse peuvent la diffuser auprès de leurs collègues et des associations de collectivités, telles que France Urbaine ou l'Association des Maires de France.

Dans ce cadre, elles pourront compter sur le soutien des associations Oxfam France et Reclaim Finance pour présenter la démarche et le questionnaire.

Elles peuvent également adopter des délibérations symboliques actant leur opposition à une des grandes causes de la crise climatique : le développement des énergies fossiles. Au-delà d'un engagement symbolique, cette position envoie un message fort aux acteurs financiers et place les collectivités comme des acteurs véritablement engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ce fut notamment le cas à l'occasion de la COP 27 où plusieurs élus ont lancé un appel aux banques pour qu'elles arrêtent de soutenir le développement des énergies fossiles¹.

¹ <https://www.lejdd.fr/Politique/quatorze-maires-de-gauche-dont-anne-hidalgo-appellent-les-banques-à-cesser-de-financer-les-energies-fossiles-4145486>

ANNEXES

QUESTIONNAIRE TYPE

➔ <https://change-de-banque.org/wp-content/uploads/2023/06/Questionnaire-Extra-financier-Type.xlsx>



OUTILS D'AIDE À L'ANALYSE DES POLITIQUES DES BANQUES

Reclaim Finance et Oxfam France proposent des outils et des méthodologies utilisables gratuitement par les collectivités. Ils permettent une analyse rapide des politiques des banques en matière de :

FINANCEMENT AU CHARBON *le "Coal Policy Tool"*

➔ <https://coalpolicytool.org>



FINANCEMENT AU PÉTROLE ET GAZ *le "Oil and Gaz Policy Tool"*

➔ <https://oilgaspolicytracker.org>



PARADIS FISCAUX

➔ <https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/05/Fiche-methodo-Paradis-Fiscaux.pdf>



INÉGALITÉS SALARIALES

➔ <https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/05/Fiche-methodo-Inegalites-salariales.pdf>



La mission de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Nous mettons notre expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

Oxfam France est membre de la confédération Oxfam, une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté.

Contact :

Paul Schreiber, chargé de campagne régulation des acteurs financiers pour Reclaim Finance, paul@reclaimfinance.org

Julie Sansoucy, chargée de campagne engagement société civile, julie.sansoucy@reclaimfinance.org

Quentin Parrinello, responsable de plaidoyer justice fiscale et inégalités pour Oxfam France, qparrinello@oxfamfrance.org

Alexandre Poidatz, chargé de plaidoyer finance et climat pour Oxfam France, apoidatz@oxfamfrance.org

 reclaimfinance.org

 oxfamfrance.org

